

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 41 (1983)
Heft: 2

Artikel: La Revue économique et sociale au sein de la presse
Autor: Oppliger, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-139007>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA REVUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE AU SEIN DE LA PRESSE

E. OPPLIGER,
journaliste, Lausanne

Il y a ceux qui se précipitent sur elle, alors que son encre n'est pas encore sèche, et la dévorent de la première à la dernière page. Il y a ceux qui l'abordent avec curiosité, jettent un coup d'oeil sur sa vitrine et ne prennent à l'intérieur que les articles qui les intéressent. Il y a ceux qui la placent sur une pile de documents - classés non urgents - avec l'espoir rarement satisfait qu'ils la liront un jour. Il y a ceux qui l'archivent et se promettent de la consulter lorsque l'actualité l'imposera. Il y a ceux qui la mettent directement à la poubelle !

Voilà comment j'imagine le sort réservé à la *Revue économique et sociale* dans les rédactions des quotidiens romands. Je n'ai pas livré d'enquête auprès de mes confrères. Mais connaissant leur formation intellectuelle et professionnelle, leurs méthodes de travail, les contraintes auxquelles ils sont soumis dans leur activité quotidienne, je crois que l'on doit trouver au moins un journaliste pour chacune des catégories des «ceux qui». Je ne me hasarderais pas, par contre, à les quantifier.

Pour apprécier le rôle de la *Revue économique et sociale* dans la presse, je pars du principe qu'elle est lue, avant tout, par des journalistes attachés à des chroniques économiques et financières. Leur formation est dans la majorité des cas universitaire (sciences économiques, sciences sociales et politiques, pour la plupart d'entre eux). Ensuite, il est nécessaire de savoir à quelles sources ils puisent leur inspiration et leur formation.

Canaux et informations multiples

Les canaux qui alimentent, en formation économique et sociale, un journal comme «*24 Heures*» sont multiples et les nouvelles qu'ils diffusent des multiples de ces multiples. Je laisse de côté les réunions de presse, assemblées générales et autres conférences qui fournissent une information orale. Mais l'information écrite ? Une

chronique économique, formée de une à trois personnes dans le meilleur des cas en Suisse romande, doit s'astreindre au dépouillement de six à dix quotidiens : la concurrence régionale, bien sûr, les grands titres suisses alémaniques et les journaux français, allemands et anglo-saxons spécialisés dans les problèmes économiques et sociaux.

Le journaliste cherche, chez ses confrères, des informations inédites, des compléments ou, au contraire des démentis à sa propre publication. Il en tire profit. Il doit se livrer au même exercice avec la presse spécialisée, professionnelle, les journaux d'entreprise et les rapports de gestion. Durant la première quinzaine de décembre, j'ai recensé pas moins de 66 de ces publications adressées à la chronique économique de «24 Heures». S'y ajoutaient les communiqués des associations, groupements et autres sociétés : 185 dont il fallait pour le moins prendre connaissance. Nous n'oublierons pas les trois livres, dont les éditeurs souhaitaient non seulement la lecture mais surtout la publication de quelques lignes dans le journal. Reste l'information de base, l'actualité, que rapportent les agences : entre 150 et 200 dépêches chaque jour pour le fil économique de l'agence France-Presse, auxquelles s'ajoutent les informations diffusées par l'Agence télégraphique suisse, originales ou reprises d'autres agences comme Reuter ou Deutsche Presse Agentur.

L'impression d'un gaspillage

Tout cela constitue le menu du jour qu'il s'agit d'apprêter sur une ou deux pages pour le livrer, le lendemain, au lecteur. De ce flux de publications - étant entendu que les deux premières semaines de décembre ne sont, de loin pas, la période la plus chargée de l'année - le journaliste retirera peut-être quelques idées d'enquêtes ou de reportages, s'il en a la curiosité, le réflexe et le temps.

Mais il garde surtout l'impression d'un fantastique gaspillage de papier et de matière grise. Pourquoi faut-il que presque toutes les entreprises consacrent invariablement une bonne partie de leur rapport à une analyse de l'économie mondiale, suisse et peut-être vaudoise, souvent d'une banalité affligeante ? Les syndicats suisses peuvent-ils s'offrir le luxe d'éparpiller leurs forces dans un tel foisonnement de publications, rarement originales, souvent d'un intérêt mineur, où donc la qualité est loin d'atteindre la quantité ? Notre propos n'est pas de faire le procès des rapports de gestion, ni des publications syndicales ... et patronales. Mais de constater tout simplement que s'il ne veut pas périr noyé dans ce flot d'imprimés, le rédacteur du quotidien sera tenté de recourir au classement vertical, autrement dit à la corbeille à papier.

Survient, sur son bureau, la *Revue économique et sociale*. Austère dans sa présentation, aucune fantaisie dans la mise en page, pas de titres accrocheurs ni

d'illustrations suggestives. Le contenu prime sur le graphisme. Les articles sont rédigés dans un style académique. Ils s'adressent à des spécialistes, «créneau» étroit mais solide. Quoi de plus normal que cette austérité pour une publication tirant en moyenne à 1'500 exemplaires, dont 1'200 sont adressés à des lecteurs abonnés et aux membres de la Société d'études économiques et sociales. La Revue connaît son public et peut se conformer à ce qu'il attend d'elle. Elle n'a pas à mener le combat permanent de la presse d'information ou politique, qui lutte pour tenir un marché saturé et doit soutenir la pression des médias électroniques.

J'imagine que la fidélité de son public et son rythme de parution trimestriel permettent à la *Revue économique et sociale* d'échapper en partie en tous cas aux contingences de l'actualité et de la concurrence. Elle a le temps de choisir ses sujets, ses thèmes et les auteurs des articles : un numéro entièrement consacré à un thème particulier alterne avec un numéro contenant des réflexions sur des sujets fort divers.

Écrire pour être lu

Le soin apporté à l'élaboration de chaque numéro de la Revue lui assure-t-il un taux de lecture maximum dans les salles de rédaction ? «Il y a ceux qui» ai-je écrit en préambule. Ceux qui, préciserai-je, se contentent de suivre l'actualité au jour le jour et de la publier telle quelle dans leurs rubriques. Il y a aussi ceux qui prennent le soin et ont le loisir de placer les événements dans un contexte plus général, de leur apporter un éclairage original, de les analyser et au besoin de découvrir et de présenter leur fondement scientifique. C'est dans cette catégorie, je crois, qu'il faut chercher les journalistes lecteurs de la *Revue économique et sociale*.

Lecteur de la Revue mais écrivant pour un public que rebutent les abstractions et l'approche académique des problèmes, le journaliste est placé à un carrefour. D'un côté, il est soumis à la loi d'airain qui veut qu'il écrive pour être lu. Cela ne concerne pas seulement la forme mais aussi le fond de ses articles. Or, ce n'est qu'à travers les faits et les personnes qu'il parvient à expliquer les idées. La démarche de la pensée de l'information n'est pas celle de l'universitaire : elle va du particulier au général, des faits aux idées, du concret à l'abstrait, des exemples aux principes.

Lors d'un colloque organisé par le Centre national du patronat français (CNPF), Jean Boissonnat, vice-président du magazine «*L'Expansion*», rappelait que l'informateur dit «telle chose est arrivée» et il explique ensuite comment et pourquoi. Il démonte des mécanismes. Le juriste, l'historien commencent par étaler les pièces qui composent la machine avant de faire voir celle-ci en mouvement. L'informateur montre d'abord la machine en mouvement et il raconte ensuite comment elle fonctionne ; il va des causes aux effets.

Les deux approches ne s'excluent pourtant pas l'une de l'autre, puisque les publics sont différents ; qu'une publication comme la *Revue économique et sociale* prenne la voie universitaire pour expliquer comment fonctionne une machine est, en définitive, une excellente chose. C'est l'autre côté du carrefour, car une publication à vocation scientifique est source de culture. Et le journaliste en a besoin autant que les autres lecteurs pour situer les événements dans des cadres plus larges que la micro-économie ou la micro-société, et voir plus loin que la seule machine et son fonctionnement.

La part des praticiens

Le tableau que je fais de la *Revue économique et sociale*, avec les lunettes du journaliste, paraîtra à ses animateurs abusivement schématique. Ils auront en partie raison. Ils pourront me citer au moins 3 exemples pour me prouver que la Revue n'est pas seulement une publication académique à destination exclusive d'une élite. Elle a publié, ces dernières années, entre autres thèmes, des réflexions sur le capital-risque, l'aménagement du territoire et le code de conduite des sociétés multinationales. On m'assure que ces numéros ont été très bien vendus. Je n'en doute nullement, tout en étant persuadé que le mobile commercial n'est pas le principal d'une publication de ce genre.

Mais les dossiers touchaient un public à la fois vaste et sensible et la valeur des contributions rédactionnelles, où l'on retrouvait des professeurs, des assistants et des praticiens, était indiscutable. L'ouverture vers le concret, que ces derniers ont apportée au débat, est heureuse ; elle n'exclut nullement la rigueur dans la démonstration, une rigueur à laquelle le journaliste doit être attaché aussi bien que le scientifique. Le comité de rédaction, qui planifie les numéros six mois à l'avance, a su déceler avec perspicacité des sujets d'une actualité durable. Pour le journaliste, quelle aubaine de pouvoir s'y référer lorsque se produit «l'événement». Et de jouer ainsi le rôle d'un relais entre la pensée scientifique et les préoccupations, plus pragmatiques, de ses lecteurs.

Ce journaliste a, depuis 5, 10 ou 20 années, troqué le banc de l'Université contre la chaise de la rédaction. Par la force des choses, il a perdu le contact avec ce creuset intellectuel, ce bouillonnement d'idées que constituait sa Faculté. Son public est roi et il se méfie, nous le répétons, des théories et des abstractions. Pris dans sa routine, dans son approche quotidienne de problèmes souvent terre-à-terre, le journaliste prend, à la lecture de la *Revue économique et sociale*, du recul et l'occasion d'une réflexion plus approfondie. Ne fût-ce que pour son enrichissement intellectuel et personnel, la Revue a donc place sur son bureau.

Et les étudiants ?

En feuilletant les collections, je suis frappé par une chose à la lecture des signatures des articles. Sans avoir la prétention de connaître tous les auteurs des articles, loin de là, j'ai la conviction que la *Revue économique et sociale* souffre d'une carence. Elle a quarante ans. La moyenne d'âge de ses collaborateurs doit être, pour le moins, de la même importance.

A croire que seule la longue pratique de l'enseignement, de la recherche ou des affaires autorise à prendre la plume et à exprimer ses convictions. Les étudiants sont absents des colonnes de la Revue. J'écarte l'idée d'un barrage de la part du comité de rédaction, qui serait contraire aux principes du Professeur Jean Golay et de son équipe, les initiateurs de la publication. Je me pose alors des questions : les étudiants n'ont-ils plus le goût de l'écriture ? N'en ont-ils pas le temps ? Absorbés par leurs cours, leurs séminaires, leurs examens, soucieux de poser les jalons de leur future carrière professionnelle, sont-ils happés par un engrenage qui leur interdit de prendre un peu de recul, de dissenter sur les problèmes économiques et sociaux de notre temps ?

Finalement, si la *Revue économique et sociale* a besoin, comme tous les quadragénaires, d'un second souffle, c'est bien de celui-ci qu'il s'agit : celui de la jeunesse. On sait avec quelle vitesse évoluent les idées et les choses. Pour moi, journaliste, il importe aussi de savoir ce que la jeune génération, qui, demain ou après-demain tiendra les leviers de l'économie, pense des sociétés multinationales, du Tiers-Monde, de l'informatique ou de la réduction des horaires de travail ; qu'elle apporte au débat son grain de sel, son penchant pour la critique et la contestation. J'imagine des débats passionnants dans la Revue et l'affrontement intellectuel peut être enrichissant. Et que l'on ne vienne pas me dire que les étudiants sont devenus trop conformistes pour apporter quelque chose d'original à la *Revue économique et sociale*, c'en serait désespérant.